

Climat : la N-VA refuse l'accord

ENVIRONNEMENT La Flandre et le fédéral doivent encore se prononcer

- ▶ Les gouvernements wallon et bruxellois approuvent l'accord des ministres de l'Environnement sur le climat.
- ▶ La N-VA le juge déséquilibré et veut rouvrir la négociation.
- ▶ Haute tension en Flandre.

Adopteront, adopteront pas ? La balle est dans le camp des gouvernements fédéral et flamand qui doivent décider cette semaine. L'accord sur le partage des objectifs climatiques de la Belgique conclu entre les quatre ministres de l'Environnement (*Le Soir* du 26/10) a été publiquement rejeté mardi par le vice-Premier ministre fédéral Jan Jambon (N-VA) qui l'a jugé « déséquilibré ». « La charge est trop lourde pour la Flandre », a ajouté Jambon. Selon le chef de groupe N-VA au parlement flamand, la facture pour les ménages flamands s'élèverait à 130 millions d'euros par an. Après huit ans d'attente et un accord emporté de haute lutte - et selon les témoignages, à la satisfaction de tous les ministres présents -, c'est la douche froide. La ministre flamande de l'Environnement, Joke Schauvliege (CD&V) est désavouée par le parti dominant en Flandre. Mais elle est soutenue par son président de parti, Wouter Beke.

Pour la N-VA, Schauvliege a outrepassé le mandat de négociation obtenu du gouvernement flamand. Mais les appréciations et les chiffres ne correspondent pas. Selon le cabinet Schauvliege, le résultat obtenu reste dans les clous du mandat pour deux des trois éléments principaux en discussion ; la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la production d'énergie renouvelable. Comme ses homologues, Schauvliege a cependant dû revoir à la baisse les demandes de son gouvernement sur la répartition des 326 millions d'euros issus de la vente aux enchères des quotas de CO₂. La Flandre en voulait 56 %. Elle

n'en obtient que 50. Manque à gagner : 9,6 millions par an. A comparer au gain de 85 millions engrangé en obtenant un objectif renouvelable plus faible que prévu (10 % contre 10,5 %).

« On reproche à Joke Schauvliege d'avoir outrepassé son mandat ? Mais nous l'avons tous fait, s'exclame le ministre wallon Paul Furlan (PS). Sans cela, il n'y aurait pas eu d'accord ! Je conteste le fait que la Flandre ait cédé trop. Au gouvernement wallon, certains ont eu la même impression. Et je suppose qu'à Bruxelles aussi. Si on additionne les demandes faites avant la négociation sur les revenus de la mise aux enchères du CO₂, on arrivait à 136 %. Chacun a donc dû faire des efforts. La Wallonie en voulait 40 %. Elle en accepte 30 dans un souci d'obtenir un accord ».

Doux accords

Mardi, Les gouvernements wallon et bruxellois ont approuvé l'accord des quatre ministres, le qualifiant d'équilibré. « Il est de la responsabilité de chacun des ministres du Climat de convaincre leur gouvernement respectif que l'accord représente une opportunité unique de régler un dossier vieux de huit ans », a indiqué par communiqué la ministre Céline Premault (CDH).

On prête à Joke Schauvliege la volonté de tenir bon face aux critiques des nationalistes flamands. Mais la N-VA est le plus puissant parti au Nord du pays. Elle ne manquera pas de contaminer le débat au fédéral. « Les déclarations de M. Jambon n'engagent que lui. Mais ce n'est pas lui qui négocie », a pourtant indiqué Marie-Christine Marghem qui dit œuvrer « pour un accord volontariste ». Mais les tensions ne manquent pas au fédéral où certains s'étonnent de l'objectif de renouvelable (2,75 % de la consommation d'énergie en 2020) accepté par Marghem, qui a découvert une « marge » plus importante qu'attendu.

L'un des soucis du côté flamand : une partie importante des revenus du CO₂ doit revenir aux entreprises les plus

émettrices de gaz à effet de serre, au titre de « compensation » pour le « coût » des réductions d'émissions. Moins de revenus, c'est moins de rétrocession aux entreprises qui sont très écoutées au parti nationaliste flamand.

Le suspense est entier. Mais même si la Flandre demande la réouverture des négociations, il n'est pas sûr qu'elle l'obtienne. Les autres gouvernements ont approuvé l'accord. Et si le Nord veut obtenir plus, il apparaît logique qu'on lui demande de céder sur autre chose. C'est l'ensemble du fragile édifice qui serait alors compromis. On repartirait pour un tour ? Il est possible que des aménagements en interne permettent à la Flandre de s'en sortir honorablement. Reste qu'en se positionnant de manière aussi ouverte contre l'accord, la N-VA semble avoir brûlé ses vaisseaux. ■

MICHEL DE MUELENAERE

RÉACTIONS

Restez à Paris !

Greenpeace a appelé les ministres belges « à rester loin de Paris. Un tel amateurisme n'a pas sa place dans un sommet international sur le climat. » L'ONG dénonce « le profond mépris pour les millions de personnes qui souffrent déjà des effets du changement climatique. La lutte contre le plus grand défi auquel les populations et la planète sont confrontées ne peut être réduite à un simple jeu politique. » L'organisation BBL (Bond beter leefmilieu) a appelé tous les partis flamands, en particulier la N-VA à se montrer « constructifs ». « Les objectifs à se partager sont déjà très peu ambitieux, il serait incompréhensible qu'ils deviennent une pierre d'achoppement pour le gouvernement flamand. »